



Au sommaire de ce numéro

54

De l'Europe, de l'euro (débat entre Michel Fenayon et Michel Berger).....	2
Pour un audit de la dette illégitime (notes de lecture de Jean-Louis Michniak).....	5
Agenda.....	5
Organisation d'Attac 92.....	6

Bonnes résolutions de début d'année

Dès maintenant, réglez votre cotisation 2012

Si vous êtes assujéti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Faites adhérer à ATTAC !

Le prochain numéro paraîtra début février

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Votre cadeau de Nouvel An :

Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.

Faites leur plaisir, et faites des économies !

L'année 2012 va être une année cruciale dans notre pays. En raison des échéances électorales importantes, mais aussi en raison de la crise sociale. L'Europe est à la croisée des chemins. Un peu partout dans le monde, la voix des peuples cherche à se faire entendre. La crise écologique est là, mais jusqu'à présent, on n'a pas pris la bonne direction pour y faire face.

Adhérent ou sympathisant d'Attac, vous savez tout cela.

Si vous êtes adhérent, vous versez une cotisation. C'est bien, c'est grâce à ces cotisations que notre association peut vivre.

Vous aimeriez que les choses changent. Vous aimeriez qu'ATTAC contribue à faire advenir ce changement. Au niveau national, comme au niveau de notre département, les Hauts-de-Seine, ou de votre commune. Prenez le temps de dire, par retour de ce courriel, les actions que vous aimeriez voir entreprendre :

.....

 Sans oublier de dire ce que vous souhaiteriez trouver dans votre bulletin Angle d'Attac92 (plus de....., moins de.....) (et doit-il garder la même périodicité ? oui non rayer la mention inutile)

Mais prenez aussi le temps de vous interroger : **que pourriez-vous faire, vous personnellement, pour aider à répandre les idées d'Attac ?**

Contrairement à ce que vous croyez peut-être, il n'est pas nécessaire de disposer de beaucoup de temps.

Que faire ? Vous pouvez bien sûr participer aux nombreuses actions organisées par ATTAC 92 (en 2011 : 26 conférences-débat, 10 réunions adhérents, 7 cinés-débat, une assemblée générale, forum des associations, action sur marché...)

Mais il y a quantité d'autres actions possibles (cochez les cases qui vous concernent) :

- coller des affichettes portant un message d'attac !__ !
- prendre l'initiative d'une réunion -en appartement ou dans un lieu public- des adhérents de la même commune !__ !
- collecter des adresses internet de personnes susceptibles d'être intéressées par attac !
- déposer angle d'attac 92 à la bibliothèque municipale ou dans un autre lieu public !__ !
- rediffuser angle d'attac92 !__ !
- participer à un groupe de discussion !__ !

(précisez le thème :
 (C'est ainsi, par exemple, que nous avons créé, il y a quelques années, autour de Michel Berger, un groupe de travail sur la question de l'énergie. Le groupe peut choisir de se réunir physiquement. Mais, étant forcément plus ou moins éloignés les uns des autres, les membres du groupe peuvent aussi prendre l'habitude de travailler à distance et de suivre les projets via téléphone, mail, ...)
 - (autre idée)..... ! !

De l'Europe, de l'euro *Débat* (reprise d'échanges de courriels)

Michel Fenayon : Revenir au Franc devient urgent. Deux économistes américains parmi les plus respectés, **Paul Krugman** ("prix Nobel" d'économie) et **Dani Rodrik**, viennent de conclure des **articles souhaitant la fin de l'euro**.

L'article de Krugman est traduit en français par la RTBF.

Un passage incomplet : "Des décombres de la guerre, les Européens ont construit un système de paix et de démocratie, et ce faisant, ont bâti des sociétés qui, bien qu'imparfaites - quelle société ne l'est pas ? - sont probablement les plus décentes de l'histoire de l'humanité.

Pourtant, cette réussite est menacée parce que l'élite européenne, de toute son arrogance, a bloqué le continent en un système monétaire qui a recréé la rigidité du modèle d'excellence, et - tout comme le modèle d'excellence des années 30 - celui-ci s'est transformé en piège mortel."

C'est incomplet parce que, en un mouvement suicidaire incompréhensible, ce ne sont pas que les élites qui soutiennent l'euro : Mélenchon s'y accroche en expliquant que cela facilitera un RMI européen, Chevènement vante des plans A, B et C risibles dans une union monétaire à 17, Marine le Pen continue d'enfumer les populations avec son "plan concerté" pour sortir de l'euro... Les oppositions censément populistes sont finalement très respectueuses des élites.

Krugman conclut pourtant ainsi son papier sur le "système euro" : "vu comme le système se comporte, l'Europe se porterait sans doute mieux s'il s'écroulait plutôt aujourd'hui que demain." [Ça s'appelle revenir au franc. Ça n'est pas du populisme, c'est une nécessité, si l'on veut éviter de glisser entièrement dans une spirale déflationniste.]

Dani Rodrik est professeur d'économie à Harvard et vient de publier un article sur son blog expliquant **la différence entre Grèce et Californie en cas de faillite. En Californie l'Etat de Californie peut faire faillite, les Californiens sont soutenus individuellement par l'état fédéral. En Grèce l'Etat va à la faillite mais aucun transfert de l'Union européenne ne bénéficie aux Grecs en tant qu'individus**, pour compenser leurs pertes de revenus. Ils vont donc être dans une situation encore moins facile après le plan "d'aide" européen.

Rodrik conclut son papier en jugeant peu probable un sursaut d'intégration politique européen tel que des transferts d'un budget européen, qui n'existe pas, à des individus, puisse être mis en place. Il termine donc ainsi : "le mieux pour la zone euro serait que son éclatement soit le plus possible anticipé et préparé" (the more orderly and premeditated the coming break-up of the Eurozone, the better it will be).

Michel Berger. N'étant pas économiste et donc à priori incompetent, je m'efforce d'observer les débats et de tenter de comprendre les arguments des défenseurs de l'Euro, et de ceux qui veulent revenir aux Francs.

Ces derniers pensent, si j'ai bien compris, que la dépendance de 17 États à une même et seule monnaie est une aberration, alors que leurs économies, leurs systèmes fiscaux, leur PIB par habitant sont très différents. On ne dominera la crise que si chacun revient à sa propre monnaie, avec des banques centrales nationales susceptibles d'introduire de la monnaie sur leur marché - c'est à dire faire fonctionner la planche à billets- . Grâce à quoi, l'inflation qui en découlerait réduirait l'impact de la dette publique, et engendrerait une relance de nos économies devenues plus compétitives à l'exportation. Les principales victimes en seraient les rentiers et les épargnants improductifs, ce qui réduirait d'autant les inégalités accrues en faveur des inactifs et des générations les plus âgées.

À l'inverse, **beaucoup d'économistes pensent que sortir de l'Euro serait très difficile et très maladroit**. Difficile car tout notre système bancaire et financier est maintenant dépendant de l'Euro, et s'il était relativement facile de passer des monnaies nationales à l'Euro, l'inverse paraît beaucoup plus complexe. (La comparaison avec le dentifrice qui sort facilement du tube, mais qu'il est impossible d'y faire rentrer est probablement exagérée, mais cet argument m'interpelle). Je sais que parmi les économistes favorables à la sortie de l'Euro, certains ont beaucoup réfléchi aux procédures à appliquer, et qu'ils ont de bons arguments. Mais à les entendre, j'ai eu le sentiment que les conditions à réunir pour la réussite de la manoeuvre n'étaient pas évidentes.

La sortie de l'Euro signifierait la mise en sommeil de la Communauté Européenne. Faux, rétorquent ses partisans, puisque sur les 27 États qui composent la communauté, dix n'ont pas accepté la monnaie unique, et ils s'en trouvent relativement mieux. La sortie de l'Euro n'impliquerait pas nécessairement d'abandonner toutes les politiques communes et la coopération dans certains secteurs de l'économie. La Communauté existait déjà avant la monnaie unique, elle ne disparaîtrait pas nécessairement si on passait simplement à une monnaie commune servant de référence, chaque État revenant à sa propre monnaie. (L'articulation monnaie nationale - monnaie commune ne me paraît pas simple, sauf à revenir au principe du serpent monétaire, qui me semble limiter l'intérêt d'un abandon de l'Euro)

Pour ceux qui pensent que cet abandon serait maladroit, la crise ne ferait que raviver la compétition financière entre les États européens, et tous les jeux spéculatifs dont "les marchés" se feraient une joie de s'emparer. **Ne risque-t-on pas de voir rebondir le dumping fiscal vis à vis des implantations d'entreprises, le renforcement des paradis fiscaux, et toutes les pratiques financières douteuses que l'Euro rend plus difficiles ?**

De plus, les créances souveraines sont désormais détenues en majorité par des structures non nationales, et pour la plupart libellées en Euro. **La dépréciation de chaque monnaie alourdirait alors considérablement les dettes, ce qui conduirait chaque État à l'impossibilité de les rembourser**. Ils ne pourraient donc plus emprunter pour faire fonctionner les services publics en attendant l'apurement des comptes, ce qui prendra plusieurs années. Le coût de l'énergie, secteur où l'Europe est presque entièrement dépendante du reste du monde, exploserait dans tous les pays, il condamnerait certains à une récession inguérissable.

Pour les partisans du maintien de l'Euro, il suffirait de **donner à la BCE la possibilité de création monétaire**, et à la commission un rôle plus fort dans le contrôle des budgets nationaux pour assumer l'éradication progressive des dettes, et le retour à l'efficacité de nos économies. La valeur de l'Euro par rapport aux autres monnaies internationales serait abaissée, mais dans une moindre mesure que celles de certaines des monnaies nationales en cas d'abandon de l'Euro. La compétitivité Européenne serait améliorée, et le coût d'importation des matières premières ne serait que modérément accru.

Enfin la Communauté Européenne conserverait son statut de première économie mondiale, et surtout son rayonnement international, un peu écorné par la crise.

Il ne faut pas oublier non plus que toutes les nations Européennes sont démocratiques, respectent en moyenne mieux qu'ailleurs les droits de l'homme, la laïcité, l'égalité de tous devant la loi, et que le monde ne se porterait pas mieux si la Communauté Européenne s'affaiblissait.

Enfin les disparités économiques qui pousseraient à sortir de l'Euro, justifient aussi que s'exerce une certaine solidarité entre les États, valeur morale à mon sens supérieure à la concurrence qui ne manquerait pas de s'exacerber. Solidarité qui existe dans l'esprit de bien des Européens, même si malheureusement la libre concurrence est mise en exergue dans tous les traités Européens.

Après tout **les disparités régionales à l'intérieur de la France sont tout aussi importantes que celles qui règnent entre les États Européens, et personne en France n'envisage un retour à des monnaies régionales.**

J'en suis là de mes réflexions. De multiples articles, des livres entiers sont parus sur le sujet, exposant les arguments des uns et des autres, et je suis loin de les avoir tous lus. Ce que j'expose ci dessus n'est qu'un pâle reflet de tous les arguments qui se superposent. On comprendra que pour l'instant je suis plutôt partisan de conserver l'Euro, mais cela mérite un vrai débat, rendu d'autant plus nécessaire que l'échéance électorale de 2012 est proche, même si des décisions urgentes s'imposent à nous bien avant cette date.

Michel Fenayon : Tu dis : *« les conditions à remplir pour sortir de l'euro ne sont pas évidentes »*, tu as parfaitement raison. Car, à moins que nous y soyons forcés par les événements-ce qui va finir par arriver, il faut une véritable « volonté politique ». Ce n'est pas une simple « alternance » qui est nécessaire mais une véritable « alternative »
Quelques pistes en vrac pour cette « sortie de l'euro » (comme toi, je ne suis pas expert économique, mais comme il n'y a pas deux experts qui ont le même avis, je me demande en quoi ils sont experts !! nous sommes donc tout à fait habilités à avoir un point de vue largement aussi valable que celui des experts !!)

1. Créer un « nouveau franc »

Mise en place d'un « nouveau franc » avec taux de change : un euro égal un « nouveau franc »

L'euro devient monnaie commune (et non plus unique) et sert aux paiements transfrontaliers. A l'intérieur du pays les paiements se font en nouveaux francs

Instauration du contrôle des changes pour les conversions des francs en d'autres monnaies et réciproquement.

Le taux de change entre l'euro et le nouveau franc est fixé par l'Etat

2. Dette publique

La dette publique est convertie en « nouveaux francs » au taux de un pour un

Puis le nouveau franc est dévalué de 20/30 ou 40%. Ceci devrait avoir à terme pour conséquence une ré industrialisation de la France et dans l'immédiat un arrêt des délocalisations.

La dette publique en est abaissée d'autant, ce qui revient à un défaut de paiement de la dette du montant de la dévaluation. C'est à prendre ou à laisser par les prêteurs

Audit de la dette restante pour déterminer : la dette odieuse, la dette illégitime, la dette anticonstitutionnelle. Ces dettes ne seront pas rembourser

Priorité donnée à la satisfaction des besoins de la population : éducation, santé, etc., sur le remboursement de la dette

Financement de la dette publique (Etat, sécu, administrations locales, etc.) auprès des citoyens français uniquement et des banques françaises

Banques françaises socialisées (ce n'est pas nationalisées), obligées de souscrire aux emprunts d'Etat

Fiscalité complètement revue (tous les revenus pris en compte : travail, capital, héritage ; forte progressivité de l'impôt ; etc.)

3. Prix des produits importés

Pour faire face à l'augmentation de prix des produits importés, rétablissement de l'échelle mobile des salaires et des prix

Le renchérissement du coût de l'énergie serait un fantastique stimulant pour le développement des énergies renouvelables, les « économies d'énergie, la recherche sur l'efficacité énergétique, etc.

4. Politique

Le défaut de démocratie au niveau européen ne permet pas sérieusement un abandon de souveraineté des Etats. Aujourd'hui la souveraineté ne s'exerce qu'au niveau des nations. Tout abandon doit faire l'objet d'un accord de la population (référendum)

Rapprochement politique avec les pays ayant fait défaut, en particulier les pays d'Amérique latine

Signatures d'accords commerciaux avec ces pays sur la base de la réciprocité : importations égales exportations

Proposer aux partenaires européens d'abandonner les traités actuels basés sur « la concurrence libre et non faussée » et de reconstruire une union basée sur de nouveaux droits des pays : le droit au plein emploi et le droit à la balance commerciale équilibrée (Charte de La Havane). Signer des accords avec les pays qui accepteront ces nouveaux principes de coopération.

Mettre en place un protectionnisme (quotas, taxes, etc.) vis-à-vis des autres pays

Même proposition au niveau mondial

Tout cela est sans doute très incomplet et demanderait plus de développement

Ce n'est pas une alternance molle PS/UMP ou UMP/PS comme celle qui se prépare peut-être qui permettra d'avoir la volonté politique nécessaire. Il faut une véritable alternative politique qui n'existe pas aujourd'hui.

Ce qui est surprenant c'est que malgré des analyses extrêmement critiques vis à vis de l'euro et de l'UE, nos « intellectuels », nos « experts », nos partis dits de gauche n'aient pas le courage de tirer les conséquences logiques de ces analyses : la nécessité de sortir de l'euro et de l'UE pour rebâtir autre chose. Il faut croire que le matraquage idéologique pour l'euro et l'UE que nous subissons en permanence depuis de nombreuses années peut pervertir les meilleurs esprits.

Michel Berger. Merci Michel de cette réponse rapide et complète qui m'oblige à de gros efforts de réflexion.

Je souscris à quelques points importants:

- La nécessité de socialiser les banques, ce qui, comme tu le dis ne conduit pas nécessairement à une nationalisation.
- La souveraineté s'exerce au niveau des nations. C'est à mon avis exact, mais l'avenir me semble inéluctablement nous porter vers un abandon partiel de cette souveraineté et vers une sorte de fédéralisme. Le tout est de savoir avec précision ce que la nation abandonne et ce qu'elle conserve, et de savoir aussi comment s'exerce le contrôle démocratique sur ce que nous abandonnons. Nous n'en sommes pas là et le fédéralisme me semble encore loin.
- Se rapprocher des États d'Amérique du Sud pour étudier le processus qui a permis à certains d'entre eux de se sortir à peu près convenablement de la crise. J'avoue cependant manquer d'informations pour être capable d'affirmer que nous pourrions suivre les mêmes chemins sans désordres sociaux difficilement acceptables. Je crois me rappeler que la situation en Argentine après l'effondrement du système bancaire a été dramatique pour beaucoup, perte de toute l'épargne, interdiction de retirer de l'argent des banques, chômage explosif. Ils ont mis longtemps à s'en remettre. Mais tu as tout à fait raison, c'est une piste à explorer. Quant à moi, j'aurais aimé égoïstement vivre les années qui me restent dans une situation plus confortable...
- S'imposer l'équation "importation = exportation" c'est bien si nous disposons d'autant de biens à exporter que de biens que nous devons importer. Or l'absence de politique industrielle cohérente des dernières décennies nous rend bien fragiles.

Pour le reste, tu décris un grand coup de pied dans la fourmilière économique, avec des conséquences dont j'ai beaucoup de mal à mesurer l'ampleur. Les combats d'experts dont tu parles montrent en tout cas que c'est difficile pour tout le monde. C'est aussi la raison pour laquelle je m'interdis toute certitude.

Quelques questions pour essayer d'y voir plus clair :

- Le processus de **taux de change** dans lequel chaque État fixe le taux entre sa monnaie et la monnaie commune est-il possible? il me semble qu'à chaque fois qu'un État entend fixer un taux de change officiel il se crée un marché noir des devises qui se substitue dans tous les échanges internationaux au taux officiel. Souvenons-nous du rouble et du dollar au temps de la guerre froide.
- La transformation des euros en nouveaux francs suivie d'une dévaluation revient en fait à accepter un **défaut partiel de paiement de la dette**. On y sera peut-être contraints, mais si on pouvait éviter... L'apurement des dettes est souhaitable mais peut-on y parvenir si vite? Le défaut interdit toute possibilité d'emprunts, Que ferons nous lorsque nous ne pourrons plus payer nos fonctionnaires?
- Pour y parvenir nous serons obligés d'augmenter considérablement les impôts. Sommes nous certains que "faire payer les riches" suffira ? Je ne suis pas contre, et il faut évidemment une **solide réforme fiscale**. Mais les fuites de capitaux sont bien difficiles à interdire, et les contrôles des changes sont toujours perméables. Surtout que nous partons d'une situation où l'économie française la plus puissante est largement internationalisée et que l'on ne pourra pas du jour au lendemain tout ramener en France. Les transferts financiers par le biais des filiales sont inéluctables, toutes les multinationales le font.
- Une dévaluation brutale coûtera très cher pour nos importations, en particulier le **prix de l'énergie**. Tu règles la question en disant qu'il suffira d'augmenter les salaires et d'adopter une échelle mobile. Mais les économistes classiques sont assez unanimes pour dire que c'est le meilleur moyen de tomber dans une inflation galopante et incontrôlable. C'est ce processus qui a conduit l'Allemagne à se livrer à Hitler. J'ai un peu tendance à les croire.
- Tu dis aussi que ce sera un fantastique stimulant pour la mise en place des énergies renouvelables. D'accord, mais je pense que nous sommes encore loin de disposer de procédés techniques susceptibles de se substituer à grande échelle aux carburants carbonés et à l'énergie nucléaire. La piste la plus efficace en terme de technicité et de coût est celle des **économies à faire, surtout dans le logement et les transports**. Mais la rénovation des logements anciens s'effectue à un rythme d'environ 100 000 logements par an, et il faudrait rénover environ 5 à 10 millions de logements, ce qui nous donne des délais de l'ordre du siècle. Quant au transport, ce sont toutes nos habitudes de consommation, de travail, d'urbanisme, qu'il faudra remettre en cause. Il faudrait commencer par là avant de bouleverser du jour au lendemain notre économie énergétique.
- D'accord pour une **réindustrialisation** de la France, mais elle implique de sérieux investissements et en particulier l'achat de machines outils, de matériel informatique, etc... dont nous avons stupidement abandonné la fabrication en France. Il faudra donc acheter à l'étranger avec une monnaie fortement dévaluée. Comment ferons-nous?
- D'accord aussi pour une remise en cause des **traités Européens**. Il ne suffira pas pour autant de stigmatiser "la concurrence libre et non faussée" qui ne constitue qu'un impératif peu déterminant à mes yeux. Dans une situation où la libre concurrence est mise en pièce par les concentrations capitalistes et qu'elle est largement faussée par les lobbys, c'est plutôt dans ces directions que j'aimerais que l'on s'oriente.
- Je reste sceptique sur l'efficacité d'inscrire dans un traité le "droit au plein emploi". C'est inutile si l'on parvenait comme je le souhaite à orienter l'économie vers la production de richesses utiles à tous, respectueuses des ressources de la planète et réparties dans la justice et l'égalité. et c'est vain si on n'y arrive pas.

Un dernier mot pour dire que je ne confonds pas prudence et mollesse, et que le courage politique est certes nécessaire, à condition de ne pas imiter les états-majors qui pendant la grande guerre obligeaient les malheureux fantassins à sortir des tranchés pour s'exposer "courageusement" au feu des mitrailleuses.

Merci en tout cas de poursuivre une discussion courtoise qui oblige chacun d'entre nous à réfléchir. Pussions-nous contribuer à dépasser les matraquages simplistes qui vont proliférer pendant la prochaine campagne électorale.

(la suite de ces échanges paraîtra dans un prochain numéro d'angle d'ATTAC 92)

Pour un audit de la dette illégitime.

Notes de lecture de *Jean-Louis Michniak*

En lisant l' Humanité-Dimanche du 8 Déc. 2011, j' ai trouvé cet article que j' accompagne par une courte note de lecture . Le sujet est vraiment actuel et il est traité par *Dominique Plihon*, le Président de notre Conseil scientifique avec pédagogie. Je vous laisse prendre connaissance de ce texte concis et éclairant.

Le remboursement de la totalité des dettes n' est pas souhaitable, car il impose des mesures d' austérité aux conséquences dramatiques.

Dominique Plihon estime que cette dette est illégitime et résulte à la fois du sauvetage des banques et des réductions d' impôts passés. Il relève également que l' exemple de l' Islande démontre qu' un pays peut, grâce au non remboursement d' une partie de sa dette, renouer avec la croissance. Enfin, pour lui, cette décision serait à compléter par le financement d' une partie des dettes par la Banque centrale européenne (BCE), et par des mesures strictes d' encadrement des marchés financiers. On peut décomposer la dette en 3 parties:

- la bonne dette comme les dépenses publiques amorties dans le temps,
- la dette excessive, celle qui est due au paiement des intérêts d' emprunts,
- et la dette illégitime contractée en dehors de tout mandat du peuple comme les cadeaux fiscaux.

Depuis 2008, on estime l' accroissement de la dette à 500 milliards d' euros, dont 60% sont dus aux différentes crises de la finance et 40% aux politiques choisies par le gouvernement.

Les banques et les institutions doivent être mises à contribution, c' est-à-dire ne jamais être remboursées pour une part. Une autre partie de l' annulation de la dette se fera par monétisation grâce à une réforme de la BCE.

L' audit de l' Equateur, en 2007-2008, avec le Comité pour l' annulation de la dette du Tiers-monde (CADTM), a permis au gouvernement d' annuler des dettes illégitimes et d' économiser 300 millions de dollars par an sur 20 ans.

Cette action est, aujourd' hui, mentionnée au Parlement et dans les médias grecs. “

Agenda

5 janvier Rueil

« Et si on ne payait pas la dette ? »

réunion publique organisée par le groupe Attac Mont-Valérien (Nanterre, Rueil, Suresnes...)

19 H 30, Salle de la mairie annexe, place du 8 mai 1945, à Rueil

(à 3 minutes de la place de la Boule, à l' angle des rues des Bons Raisins et Gallieni. Un p' tit plan [ici](#))

Au programme : un débat, des questions, des réponses, et surtout **un pot amical** à la fin de nos échanges, histoire de finir la soirée en beauté.

Vos amis et connaissances sont bien entendus cordialement invités. N' hésitez pas à venir avec eux. Un co-voiturage peut être organisé pour celles et ceux qui le souhaitent. Le plus simple ? Nous transmettre votre demande ou vos places, nous mettrons les personnes concernées en relation. attacrueil@yahoo.fr

5 janvier Montrouge

Quelles solutions contre le chômage ?

libre débat entre citoyens

20 h 30, Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand

Plus de 4,4 millions de chômeurs en France (et pour les jeunes de moins de 25 ans, un taux de chômage proche de 22 %) !

Il n' y a pourtant pas de fatalité : avec le départ à la retraite de la génération du baby-boom, on aurait pu espérer un fort recul du chômage. Mais la classe dirigeante ne veut pas d' une baisse importante du chômage. L' inertie du gouvernement à l' égard des délocalisations, et la politique qu' il mène (allongement de la durée du travail, report de l' âge de la retraite, ...) n' ont fait que l' aggraver.

Comment lutter contre le chômage ? Vous avez des idées !

L' urgence est à l' élaboration d' un vrai programme répondant aux besoins sociaux et écologiques. Il faut que les citoyens puissent débattre et décider de ces politiques avec pour objectif d' établir les priorités à satisfaire pour les mois et les années à venir. **C' est l' objet de cette réunion publique : vous donner la parole.**

10 janvier Courbevoie

La décroissance. Conférence-débat organisée par Attac92- Courbevoie_ la Garenne_ Neuilly_ Colombes

avec *Fabrice Flipo*, Philosophe_ Institut Télécom Ivry

19 H 30, 6 rue Adam Leroux, Quartier Charras. Animatrice Annie Reynaud 0674103072

Angle d'attac 92 à l'honneur

Le bulletin départemental d'information d'ATTAC 92 "angle d'attac 92" a été choisi, par les copains de Spirale [les animateurs internet d'Attac national], avec deux autres bulletins, comme exemple à suivre de bulletin de Cercles Locaux [attac92 est un des cercles locaux d'Attac national].

Voir ici : <http://www.spirale.attac.org/actions/ressources/outils-de-communication/article/exemples-de-bulletins-d>

Merci à JPA pour son travail et merci à ceux qui écrivent et lui envoient leurs textes.

Le bulletin est diffusé par JPA aux adhérents et sympathisants du 92 et sur la liste de discussion nationale "local".
À vos plumes et vos claviers ! **Eric Colas**, président d'attac 92

Courrier des lecteurs

Jean-Luc Pasquinet : "Quant au peuple islandais, il s'est mobilisé pour imposer deux référendums, en 2010 et en 2011, et refuser les accords négociés par les gouvernements, jugés trop favorables aux créanciers internationaux. Libérée du fardeau de la dette, qui s'élevait à 550% de son PIB en 2008, l'économie islandaise est aujourd'hui sortie de la récession et connaît une diminution du chômage. La leçon des expériences argentine et islandaise est claire : les mobilisations populaires seront un élément clé de la sortie de crise en Europe. "

Quel est le sens de ces lignes ? que le système capitaliste islandais est bien parce qu'il a permis de sortir de la récession et de diminuer le chômage ?

Est-ce que finalement les Islandais ne se sont pas bien "débrouillés" seuls contre tous comme d'habitude ? après avoir profité à FOND de la spéculation (le PIB islandais par habitant fut le premier au monde avant la crise) ils se sont bien débrouillés car peu nombreux et donc faciles à se mobiliser pour en éviter les déboires et qui a payé ? sans l'affirmer il me semble que ce sont les banques irlandaises et britanniques, c'est-à-dire in fine les peuples irlandais et britanniques ????

La solution est dans la remise en cause d'un système qui s'appuie sur la religion de la croissance...pas son mythe à travers celui de la fin de la récession...

Fabienne Lauret %78Nord : Bonjour et merci on va lire tout ça et transférer à nos adhérents, et on espère que vous avez eu notre Lettre "78 Nord passe à l'attac " ainsi que notre invitation à notre AG du dimanche 4 décembre à Poissy dès 9h30 , avec l'après midi le film 'Grands puits et ptites victoires'
bien cordialement !

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaire : Jean-Louis Michniak secretaire.attac92@attac.org Secrétaires adjointes : Sophie Maloberti, Cécile Ganeval

Trésorier : Hubert Guérinet Trésorière adjointe : Rosette Kebabdjian

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval Groupe communication : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman Correspondant Electronique Local Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux Asnières : Guy Rodary Clamart : Eric Colas Antony : Cécile Ganeval

Colombes : Bernard Kervella , Adda Bekkouche Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien : Cyril Pocréaux Suresnes/GP Mont Valérien : Michel Fenayon Nanterre/ GP Mont Valérien : Jacques Pinoteau

Courbevoie : Annie Reynaud Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas ; Marjorie Gaudemer Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2012

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession :**

Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe**

Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à

Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac , chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)